

### Axes prioritaires 3 et 4 – Protection et valorisation de la biodiversité exceptionnelle et du patrimoine naturel et culturel de l'espace de coopération

#### Objectif thématique 6 – Préserver et protéger l'environnement et encourager une utilisation rationnelle des ressources

Ces axes prioritaires ont deux objectifs spécifiques chacun, un dédié à la biodiversité et un dédié aux patrimoines culturels. Les territoires, bénéficiaires et dépenses éligibles, ainsi que le mode de sélection des projets et les critères de sélection leur sont communs néanmoins.

#### Objectif spécifique 3 – Mieux protéger, gérer et valoriser la biodiversité exceptionnelle de l'espace transfrontalier de coopération

##### Description de l'objectif

##### **Volet transfrontalier – Axe 3**

Les espaces transfrontaliers de la zone de coopération jouissent d'une richesse naturelle exceptionnelle, alimentée par le Maroni et l'Oyapock. Deux enjeux essentiels sont donc à prendre en compte : la protection de l'environnement (et la restauration des sites pollués ou endommagés) et la valorisation économique de ces bassins.

Il s'agit donc d'encourager une meilleure protection, restauration, exploitation de l'environnement et des ressources naturelles, *via* :

- La mise en œuvre de solutions innovantes pour la restauration de la biodiversité après les projets d'exploitation minière (ou après), pour la dépollution des sites d'orpaillage, etc.
- L'intégration des relations entre l'homme et son milieu (sensibilisation des communautés et des professionnels)
- Des démarches de labellisation de l'exploitation durable de la forêt, de la pêche et des autres ressources naturelles
- La mise en œuvre commune de stratégies ou de transferts d'expertise croisés

Il s'agit donc de renforcer et de diffuser les connaissances sur l'environnement et ses ressources, de définir des stratégies de protection/restauration transfrontalières et de transférer les expertises sur l'ensemble des opérations de gestion et de valorisation de la biodiversité.

Le volet transfrontalier ne concerne que les projets dont le chef de file a un ou plusieurs partenaires issus d'Amapa et/ou du Suriname.

##### **Volet transnational – Axe 4**

Il existe déjà une certaine logique de coopération en matière de préservation de biodiversité au sein de la zone de coopération. Plusieurs espaces protégés bénéficient de stratégies de gestion durable (comme le PNRG ou le Central Suriname Natural Reserve). Les projets transnationaux disposent donc déjà d'une base intéressante pour se développer.

Il s'agit donc d'approfondir, de consolider et de pérenniser ce types d'initiatives notamment à travers :

- L'application effective des mesures de protection des territoires (les parcs naturels étant menacés par l'orpaillage)
- Le développement de solutions innovantes pour la restauration de la biodiversité et l'intégration des relations entre l'homme et son milieu
- Des démarches de labellisation de l'exploitation durable de la forêt, de la pêche et des autres ressources naturelles.

Le volet transnational ne concerne que les projets dont le chef de file a un ou plusieurs partenaires issus du Guyana, du Para et/ou d'Amazonas. Il est également valable quand les partenaires sont à la fois issus du Guyana, du Para et/ou d'Amazonas et d'Amapa et/ou du Suriname.

### Exemple d'actions éligibles

Transfrontalier	Transnational
<p>Tests conjoints de nouvelles solutions et méthodes de préservation et de restauration de la biodiversité (lutte contre la pollution sur les sites d'exploitation aurifère, harmonisation de règles environnementales, etc.),</p> <p>Mise en œuvre conjointe de projets sur les espaces partagés ou contigus (fleuves, aires marines protégés, etc.),</p> <p>Création/renforcement des réseaux d'acteurs de la protection de l'environnement</p> <p>Echanges d'expertises pour les espaces ayant les mêmes caractéristiques, mise en place de stratégies communes,</p> <p>Communication, sensibilisation aux problématiques de gestion durable des ressources/à la protection de l'environnement à l'attention des communautés vivant dans les espaces protégés et/ou du grand public</p> <p>Valorisation des compétences du monde associatifs et/ou des populations de l'intérieur sur la biodiversité,</p> <p>Formations sur la mise en place et l'approfondissement des labellisations durables (des filières pêche et bois et de l'artisanat par exemple)</p> <p>Ecotourisme et activités de loisirs liées à la nature.</p> <p>Etudes visant à améliorer la connaissance du patrimoine, des ressources naturelles et culturelles communes et du fonctionnement des écosystèmes,</p> <p>Projets de mutualisation de modules de formations universitaires (voire création de diplômes conjoints sur la biodiversité, les ressources naturelles et la protection de l'environnement)</p> <p>Développement d'outils communs d'observation (observatoire de la biodiversité, etc.) et de référentiels communs d'analyse (harmonisation des indicateurs environnementaux), par satellite notamment</p> <p>Etudes sur les impacts du changement climatiques</p> <p>Etudes et recherches communes en vue de lever les freins pour la réglementation de la chasse</p> <p>Développement de modules et de diplômes universitaires conjoints sur l'environnement et la biodiversité, <i>via</i> des formations ouvertes et/ou à distance (FOAD),</p> <p>Projets de R&amp;D de valorisation des ressources naturelles, de réduction de l'émission de GES, etc.</p>	<p>Actions conjointes destinées à tester les nouvelles solutions et méthodes de préservation et de restauration de la biodiversité</p> <p>Harmonisation des règles environnementales</p> <p>Définition de stratégie communes et mise en œuvre conjointes de projets sur les espaces partagés (zones protégées, protection des espèces menacées, etc.),</p> <p>Projets de R&amp;D de valorisation des ressources naturelles (tests et études sur la pharmacopée, par exemple),</p> <p>Approfondissement des labellisations durables des filières bois et pêche,</p> <p>Projets destinés à réduire les émissions de GES</p> <p>Actions destinées à l'amélioration de la connaissance du patrimoine naturel, des ressources communes et des impacts du changement climatique</p> <p>Mutualisation des modules de formation universitaire (voire création de diplômes conjoints) sur la biodiversité, les ressources naturelles et la protection de l'environnement,</p> <p>Développement d'outils communs d'observation, d'analyse et de suivi (indicateurs environnementaux, appréhension des risques naturels, hydrologie, cartographie et rationalisation de l'espace, etc.), par satellite notamment</p> <p>Etudes et recherches sur la réglementation de la chasse.</p>

## Objectif spécifique n°4 – Renforcer la protection et la valorisation du patrimoine culturel de l'espace de coopération (notamment des cultures et savoirs traditionnels des populations des fleuves et de l'intérieur)

### Description de l'objectif

#### Volet transfrontalier – Axe 3

Malgré leur grande proximité, les sociétés des espaces transfrontaliers tendent à privilégier les échanges avec leurs capitales et/ou leurs anciennes métropoles. La Guyane échange avec la France, le Suriname avec les Pays-Bas et les Etats du Nord-Brésil avec le reste du Brésil.

Le renforcement des connaissances mutuelles des populations et de leur patrimoine historique et culturel est un enjeu essentiel à leur rapprochement, et au développement durable de la coopération transfrontalière. Il s'agit de révéler et de renforcer un patrimoine commun, afin de densifier les relations entre les partenaires du Programme.

#### Volet transnational – Axe 4

Les populations de l'espace de coopération se connaissent encore peu, malgré un héritage socio-culturel proche.

Le résultat attendu est donc une meilleure connaissance réciproque des populations, et le renforcement du sentiment d'appartenance commune au Plateau des Guyanes

Il s'agit de révéler et de renforcer un patrimoine commun, afin de densifier les relations entre les partenaires du Programme.

### Exemple d'actions éligibles

Transfrontalier	Transnational
Projets de valorisation des cultures, des savoir-faire traditionnels (artisanat, écotourisme, utilisation de la pharmacopée, etc.) ou du patrimoine naturel (tourisme sportif), Numérisation (et autres technologies de l'information et de la communication) du patrimoine immatériel, Amélioration de l'accessibilité aux musées, centres culturels, etc., Formation professionnelle sur les savoir-faire traditionnels.  Recherche en sciences humaines et sociales (civilisation, cultures, langues, arts, etc.), Mutualisation de modules de formations universitaires (voire création de doubles diplômes) sur le patrimoine commun, Publication d'ouvrages collectifs sur les sujets et enjeux de l'axe dans les différentes langues du programme, Mise en réseau des centres de ressources sur le patrimoine culturel commun des populations.	Valorisation économique des cultures, des savoir-faire traditionnels (artisanat, écotourisme, etc.) ou du patrimoine naturel, Formation professionnelle sur les savoir-faire traditionnels,  Projets de recherche en sciences humaines et sociales (civilisation, cultures, langues, arts, etc.), Mutualisation de modules de formations universitaires (voire création de doubles diplômes), Publication d'ouvrages collectifs dans les différentes langues du Programme, Mise en réseau des centres de ressources sur le patrimoine culturel commun

## Territoires

Transfrontalier	Transnational
Zones transfrontalières : bassins du Maroni et de l'Oyapock Amapa, Guyane Suriname	Guyana, Suriname, Guyane, Amapa, Para, Amazonas.

## Modalités de sélection des projets

La sélection des projets se fera essentiellement « au fil de l'eau », c'est-à-dire après examen d'un dépôt spontané de demande de subvention.

Toutefois, les comités de suivi et de programmation du PCIA auront lieu au minimum une fois par an.

Aussi, les porteurs souhaitant que leur demande soit examinée à cette occasion sont encouragés à déposer leur projet au minimum trois mois avant le comité de programmation.

L'approbation par consultation écrite des partenaires locaux et extracommunautaires reste possible tout au long de l'année.

Des procédures d'appel à projets ou à manifestation d'intérêt pourront occasionnellement être mises en place, pour satisfaire les besoins spécifiques du Programme (consommation insuffisantes des enveloppes allouées, ou requête ponctuelle du partenariat).

## Critères de sélection des projets (obligatoire et entre projets similaire)

Les projets doivent nécessairement être structurants pour l'espace transfrontalier de coopération. Ils doivent contribuer à la visibilité de la Guyane, de ses partenaires et de l'Union Européenne sur les Plateaux des Guyanes.

Les retombées et impacts des opérations financées doivent être pérennes et mesurables dans les territoires d'origine de tous les partenaires.

Par ailleurs, ils doivent démontrer la valeur ajoutée d'une intervention à l'échelle transfrontalière ou transnationale par rapport à une intervention strictement locale.

Le PCIA étant un outil de coopération, seuls les projets qui établissent un véritable partenariat multilatéral seront subventionnés. En d'autres termes, l'ensemble des parties prenantes au projet, aussi bien le chef de file que ses partenaires, doit bénéficier positivement de sa mise en œuvre.

En cela, tout projet candidat au financement FEDER/CTE doit absolument répondre à au moins deux des critères de coopération suivants :

- Elaboration conjointe du contenu
- Mise en œuvre conjointe des actions
- Mise en commun des moyens humains
- Financement conjoint

Le chef de file doit, être domicilié en Guyane, de préférence. Il doit, par ailleurs, obligatoirement avoir au moins un partenaire du Suriname et/ou d'Amapa (pour le volet transnational), ou du Guyana, du Para, de l'Amazonas et/ou du Suriname et d'Amapa (pour le volet transnational).

Un accord de partenariat rappelant l'engagement, les missions, les responsabilités et les obligations de chacun des partenaires doit être formalisé pour l'ensemble de la durée du projet<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Des modèles de convention partenariale et de lettre d'engagement seront mis à disposition des porteurs de projet.

Les projets présentés devront correspondre aux enjeux et recommandation soulevés par les outils et stratégies de développement existants (PO FEDER/FSE Guyane, plans et schémas régionaux d'aménagement du territoire, etc.). Ils devront également contribuer au développement durable et à l'égalité des chances.

Dans le cas où le chef de file est une entreprise, ou que son activité s'exerce dans un domaine concurrentiel, la demande de subvention de subvention ne sera éligible que si elle est déposée avant le début des opérations.

Les critères suivants seront également considérés :

- Prise en compte systématique du développement durable et réduction des nuisances environnementales,
- Prise en compte de l'égalité des chances et de la non-discrimination,
- Prise en compte de l'insertion régionale, notamment par l'emploi,
- Optimisation de l'usage des technologies de l'information et de la communication,
- Limitation des impacts du tourisme (adhésion à des chartes de tourisme vert ou durable),
- Optimisation de la gestion des déchets
- Compétences du chef de file (gestion d'un cofinancement européen en coopération bilatérale avec un partenaire extracommunautaire),
- Proportionnalité du plan de financement, éligibilité des coûts prévisionnels et cohérence des opérations,
- Pertinence des problématiques traitées par rapport au PCIA et aux autres programmes et stratégies en vigueur,
- Ouverture d'un compte bancaire dédié uniquement au projet,
- Traduction de la synthèse du projet et du plan de financement dans toutes les langues de l'espace de coopération.

En cas d'appel à projet ou à manifestation d'intérêt, une grille de pondération de l'ensemble de ces critères sera construite.

### Principaux bénéficiaires éligibles

Sont concernés et éligibles les bénéficiaires ayant une adresse en Guyane, et appartenant aux catégories suivantes<sup>2</sup> :

- Administrations et institutions publiques, nationales, régionales et territoriales,
- Associations, notamment celles à vocation culturelle, sociale ou touristique
- Musées, associations et espaces du patrimoine,
- Universités et centres de recherche
- Conservatoires des espaces naturels
- Agences de protection de l'environnement
- Associations et ONG
- Agences et comités du tourisme
- Entreprises et associations d'entreprises,
- Organismes de formation.

### Exemples de dépenses éligibles

- Coûts de recherche contractuelle,
- Etudes pré-opérationnelles,
- Frais de déplacement et de mutualisation des moyens,
- Frais de personnel en charge de la préparation, de la mise en œuvre et du suivi des opérations,
- Frais administratifs et de fonctionnement,
- Frais d'expertise comptable, juridique, technique, etc.,
- Frais d'ouverture et de tenue de compte,

<sup>2</sup> Dans le cas d'entreprises privées, ou d'organismes exerçant une activité dans un domaine soumis à concurrence, la subvention devra être associée à un régime d'aide, et respecter le plafond et le taux maximum d'intervention préconisé.

- Frais d'interprétariat et de traduction
- Dépenses de publicité (relevant de l'obligation européenne),
- Achat d'équipement, de consommables scientifiques et de petit matériel,
- Frais de formation liés à l'appropriation de nouveaux équipements,
- Frais d'assurance et d'amortissement.

Sont considérés comme inéligibles les coûts suivants :

- Achats de terrains ou d'immeubles pour un montant supérieur à 10% des dépenses totales éligibles,
- Pertes de change,
- Coûts non directement liés à l'augmentation de la protection de l'environnement.

### Indications financières pour les axes prioritaires

Transfrontalier	Transnational
FEDER : €3 250 000	FEDER : €1 725 000
<b>Total : €5 000 000</b>	<b>Total : €2 300 000</b>

Taux indicatif de participation FEDER<sup>3</sup> : maximum 75% de l'assiette éligible du projet.

La part FEDER sera calculée en fonction du plan de financement prévisionnel du projet, fourni avec la demande de financement.

### *Régimes d'aide d'applicables<sup>4</sup>*

Type d'actions	Régime d'aide applicable	Intensité maximale d'aides publiques (toutes aides confondues)
Promotion des énergies renouvelables, Assainissement des sites contaminés, Recyclage et réemploi des déchets, Etudes environnementales,	Régime cadre exempté de notification <b>SA 40405</b> – Aides à la protection de l'environnement	EnR : PME – 55%, TPE – 65% (coût total), Assainissement : 100% Déchets : PME – 60%, TPE – 70%, Etudes : PME – 60%, TPE – 70%
Actions de formations (sauf mise aux normes obligatoire)	Régime cadre exempté de notification <b>SA 40207</b> – Aide à la formation	TPE : 70% PME : 60% (travailleur non handicapé ou non défavorisé), 70% (travailleur défavorisé et/ou handicapé)
Préservation et valorisation du patrimoine matériel et immatériel, Education culturelle et artistique, Production, distribution et traduction d'œuvres.	Régime cadre exempté de notification <b>SA 42681</b> – Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine	80% des coûts éligibles.
Investissements dans des actifs corporels et incorporels (infrastructures sportives et récréatives), Coûts d'exploitation et de prestation de services liés au fonctionnement des infrastructures.	Régime cadre exempté de notification <b>SA 43197</b> – Aides en faveur des infrastructures sportives et récréatives multifonctionnelles	Investissements : coûts totaux <€50 millions (ou ESB <€15 millions) par projet Fonctionnement : ESB <€2 millions par an et par infrastructure

<sup>3</sup> Hors régime d'aide.

<sup>4</sup> La soumission aux régimes d'aides concerne tout organisme ou entité (entreprise, association ou collectivité) dont l'activité se déploie dans un domaine concurrentiel.



Coopération organisationnelle, Conseil et appui externe à la coopération, Frais de déplacement, d'équipement et d'investissement	Régime cadre exempté de notification <b>SA 40646</b> – Coûts de prospection des PME dans le cadre d'un projet de CTE	50% (< €2 000 000 par entreprise et par projet)
--	---	--

### Complémentarité avec les autres programmes européens

Les projets soutenus par cet axe s'inscrivent dans la même perspective que les OS 1 (recherche sur les milieux amazoniens), 3 (écotourisme), 4 (SEAS) 10 (biodiversité) et 14 (formation) du PO FEDER/FSE.

Tout projet subventionné au titre de cet axe doit également respecter la stratégie des PO FEAMP et FEADER 2014/2020, ainsi que du Plan d'Action Atlantique (PAA).

Les projets éligibles au FEAMP, sur les mesures 38, 41 et 80.1a, qui mettent en œuvre des opérations de coopération peuvent en partie être financés au titre du PCIA.

Dans le cas où les projets présentés ne mettent pas en œuvre de coopération avec les partenaires extracommunautaire du Programme, leur éligibilité peut être évaluée au titre du PO FEDER/FSE.

### Service en charge de l'instruction

rôle des Affaires Européenne – Département Instruction – Service FEDER/CTE.

## Indicateurs

Les indicateurs permettent d'évaluer l'efficacité du PCIA et des projets subventionnés, au vu des exigences de l'Union Européenne<sup>5</sup>. Tout projet doit donc tendre vers leur concrétisation.

Axe 3 – Protection, gestion et valorisation de la biodiversité exceptionnelle de l'espace transfrontalier								
Résultat	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Nombre de projets permettant de faire progresser la connaissance sur la biodiversité en transfrontalier	OS2A-1	Nombre	4	2012		5	Tous les deux à trois ans	Région Guyane (CTG)
Réalisation	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Nombre de personnes sensibilisées ou formées aux problématiques environnementales	OS2A-2	Nombre	0	2014	20	100	Annuelle	PAE
Axe 2/OS 4 – Protection et valorisation du patrimoine culturel de l'espace transfrontalier								
Résultat	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Nombre d'éléments de patrimoine faisant l'objet de protection ou d'initiatives de recherche-action permettant une amélioration des connaissances et savoir-faire communs et spécifiques dans l'espace transfrontalier	OS3A-1	Nombre	4	2012		5	Tous les deux à trois ans	DAC
Réalisation	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Nombre d'actions ou manifestations portées par des structures associatives de promotion du patrimoine culturel commun à l'espace de coopération	OS3A-2	Nombre	0	2014	2	5	Annuelle	DAC
Nombre de personnes formées ou sensibilisées aux problématiques patrimoniales et culturelles dans l'espace de coopération	OS3A-3	Nombre	0	2014	20	100	Annuelle	PAE
Financier	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Montant total certifié	OS2A-3	€	464 286	2014	928 572	5 000 000	Annuelle	PAE

NB : en bleu, les indicateurs de la réserve de performance

<sup>5</sup> Voir notice explicative.



Axe 3 – Protection, gestion et valorisation de la biodiversité exceptionnelle de l'espace transnational								
Résultat	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Nombre de projets permettant de faire progresser la connaissance sur la biodiversité en transfrontalier	OS2A-1	Nombre	4	2012		5	Tous les deux à trois ans	Région Guyane (CTG)
Réalisation	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Nombre de personnes sensibilisées ou formées aux problématiques environnementales	OS2A-2	Nombre	0	2014	20	100	Annuelle	PAE
Axe 2/OS 4 – Protection et valorisation du patrimoine culturel de l'espace transnational								
Résultat	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Nombre d'éléments de patrimoine faisant l'objet de protection ou d'initiatives de recherche-action permettant une amélioration des connaissances et savoir-faire communs et spécifiques dans l'espace transfrontalier	OS3A-1	Nombre	4	2012		5	Tous les deux à trois ans	DAC
Réalisation	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Nombre d'actions ou manifestations portées par des structures associatives de promotion du patrimoine culturel commun à l'espace de coopération	OS3A-2	Nombre	0	2014	2	5	Annuelle	DAC
Nombre de personnes formées ou sensibilisées aux problématiques patrimoniales et culturelles dans l'espace de coopération	OS3A-3	Nombre	0	2014	20	100	Annuelle	PAE
Financier	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source

NB : en bleu, les indicateurs de la réserve de performance